

INTRODUCTION

Anton Brender



Depuis plus d'un siècle maintenant, le modèle industriel allemand fait rêver la France. Et au milieu de cette décennie, la formidable progression des exportations de nos voisins d'outre-Rhin – contrastant avec la soudaine stagnation des nôtres – n'a pas manqué de provoquer ici une bouffée d'envie en même temps qu'une vague d'interrogations. Comment expliquer une telle différence entre des pays par ailleurs si proches par leurs niveaux de développements ? Faut-il en chercher la raison dans l'insuffisance des réformes apportées à notre marché du travail, dans la faiblesse du tissu de nos moyennes entreprises... ou doit-on y voir, plus profondément, la trace d'une incapacité ancienne et qui ne serait toujours qu'imparfaitement surmontée à prendre collectivement l'échange international au sérieux ?

Régulièrement en effet, lorsque notre commerce extérieur devient déficitaire, l'inquiétude ressurgit et la question revient de savoir si ces faiblesses récurrentes, qui contrastent à chaque fois avec la pérennité des performances allemandes, ne relèvent pas de traits propres à notre culture nationale. Jean Cruppi, ministre du Commerce et de l'Industrie sous la Troisième République, a assez bien caricaturé cet état d'esprit particulier avec lequel la France a longtemps abordé le problème de

son développement économique : « Chez nous les énergies industrielles et commerciales, mal guidées et mal soutenues, s'organisent encore pour la lutte au gré des intérêts et des initiatives, mais les choses vont au petit bonheur sans audace ni discipline. On compte sur les vieilles ressources du bon goût national, du sol de la richesse acquise, sur le génie inventif du cerveau français toujours jeune, fécond et prompt à faire éclore des idées merveilleuses qui serviront au voisin ».1

Opposer aussi frontalement ce dilettantisme français à l'imperturbable sérieux allemand n'a bien sûr aujourd'hui guère de sens. Christian Stoffaës montre ainsi comment le vieux rêve français d'avoir une économie qui ressemble à celle de l'Allemagne est aujourd'hui largement réalisé. L'intégration commerciale européenne a contribué à rapprocher fortement les structures industrielles des deux pays, comme l'a fait le développement de grands projets communs, dont Airbus constitue l'exemple emblématique. Et l'unification monétaire a sanctionné une convergence des comportements macroéconomiques qui ne semble pas avoir été depuis remise en cause. À mieux y regarder toutefois, derrière ces convergences subsistent des différences qui pour être marginales, n'en suffisent pas moins à expliquer des écarts de résultats significatifs entre les deux pays.

Lionel Fontagné le montre ainsi dans le cas du commerce extérieur. Les structures sectorielle et géographique différentes des exportations des deux pays, ne permettent pas, contrairement à une idée souvent reçue, d'expliquer les différences d'évolutions récemment observées. L'analyse fine du tissu des entreprises exportatrices y contribue par contre. Ce qui frappe en effet du côté français est le renouvellement continu de l'ensemble des firmes de taille moyenne qui vendent à l'étranger, alors que du côté allemand la permanence domine. Année après année, ce sont donc, pour une part au moins, de nouvelles entreprises qui se lancent à la conquête des marchés extérieurs, en remplacement de celles qui les abandonnent ; les entreprises allemandes de même taille en revanche occupent et étendent leurs positions au fil des décennies. Il en résulte pour nous une déperdition continue d'énergie et pour l'Allemagne un avantage compétitif indéniable. Le constat du caractère un peu brouillon de nos efforts commerciaux et industriels fait par Cruppi au début du siècle dernier n'aurait donc pas perdu toute pertinence !

Patrick Artus quant à lui montre pourquoi les différences de stratégies adoptées par les deux pays en matière de réforme de marché du travail ne peuvent, contrairement à une idée elle aussi reçue, suffire à expliquer, par de seuls effets d'offre, les évolutions divergentes des soldes commerciaux récemment observées. Certes du côté allemand, une baisse du coût du travail a été recherchée, alors que du côté français on a voulu surtout favoriser les créations d'emplois peu qualifiés. Mais les effets de ces mesures sont loin d'être passés par leurs seules conséquences sur la compétitivité des deux pays : l'absence de progression des salaires a conduit en Allemagne à une compression de la consommation des ménages

qui au contraire a connu une progression notable en France, comme d'ailleurs dans d'autres pays européens. Ces différences dans l'évolution des demandes intérieures expliquent, pour une part au moins, la différence des performances observées.

L'analyse proposée, toujours par Patrick Artus, de la manière dont les grands pays européens pourront faire face à la crise financière et à ses conséquences macroéconomiques prolonge ce constat. On y voit pourquoi l'Allemagne n'est pas, de ce point de vue, forcément mieux placée que ses grands partenaires. Bien sûr, la croissance de sa demande intérieure n'a pas été soutenue par une distribution massive de crédits... Mais la demande de la plupart de ses partenaires commerciaux, elle, l'a été : des États-Unis aux pays baltes ou à la Turquie en passant par la France et l'Espagne, beaucoup des marchés vers lesquels l'Allemagne exporte vont être soumis à une restriction de crédit qui va peser sur leur croissance et, par ce biais, sur celle de l'Allemagne.

Jean-Hervé Lorenzi et Jean-Louis Levet abordent ensuite le problème des coopérations industrielles entre la France et l'Allemagne. Après avoir rappelé les raisons pour lesquelles ces coopérations ont par le passé pu être difficiles, ils plaident pour un renforcement délibéré des entreprises communes. Dans une compétition internationale où les effets de taille sont, dans beaucoup de secteurs, décisifs, la France comme l'Allemagne ont un intérêt évident à mener des politiques industrielles visant à unir leurs efforts d'investissement et de recherche plutôt qu'à les doubler. À terme, seul le développement de telles coopérations peut permettre à un nombre toujours plus grand d'entreprises des deux pays d'affirmer leur vocation à rester mondiales.

André Cartapanis, partant de l'analyse d'un cas révélateur (le passage du projet d'une Union méditerranéenne à celui de l'Union pour la Méditerranée), montre pourquoi l'« esprit communautaire » n'est aujourd'hui pas le même à Paris et à Berlin : il oppose ainsi la France qui en Europe se conçoit comme une nation pas tout à fait comme les autres, à l'Allemagne qui s'affirme au contraire comme une nation parmi les autres. Au moment où l'Europe se trouve confrontée à un choc financier sans précédent et où sa capacité à y répondre de manière, sinon solidaire, du moins cohérente, va être décisive, cette opposition doit être gardée à l'esprit.

SOMMAIRE

- Introduction
Anton Brender
- CHAPITRE I
Convergences et divergences économiques franco-allemandes : une perspective
Christian Stoffaës
- CHAPITRE II
Le commerce extérieur révélateur des différences entre France et Allemagne
Lionel Fontagné
- CHAPITRE III
Quelle est l'explication de la performance en emplois ? Les réformes structurelles ou l'évolution des revenus ?
Patrick Artus
- CHAPITRE V
L'Allemagne va-t-elle résister mieux que la France, l'Espagne ou l'Italie à la crise économique ?
Patrick Artus
- CHAPITRE IV
Faut-il favoriser les relations industrielles franco-allemandes ?
Jean-Louis Levet et Jean-Hervé Lorenzi
- CHAPITRE VI
De l'Union méditerranéenne à l'Union pour la Méditerranée : un compromis franco-allemand qui révèle des visions divergentes de l'intégration européenne
André Cartapanis
- Conclusion
Politique économique de l'Allemagne : orthodoxie et entêtement condamnables ou absence voulue de coopération ?
Patrick Artus